Côtes-d'Armor : finances du département

Département · 22 · 627 182 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Côtes-d'Armor affichait un encours de dette de 209,4 M€, soit 334 € par habitant, une épargne brute égale à 8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,8 ans.

Dette par habitant
334 €
209,4 M€ au total

Capacité de désendettement
3,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
996 € / hab.
624,5 M€ au total

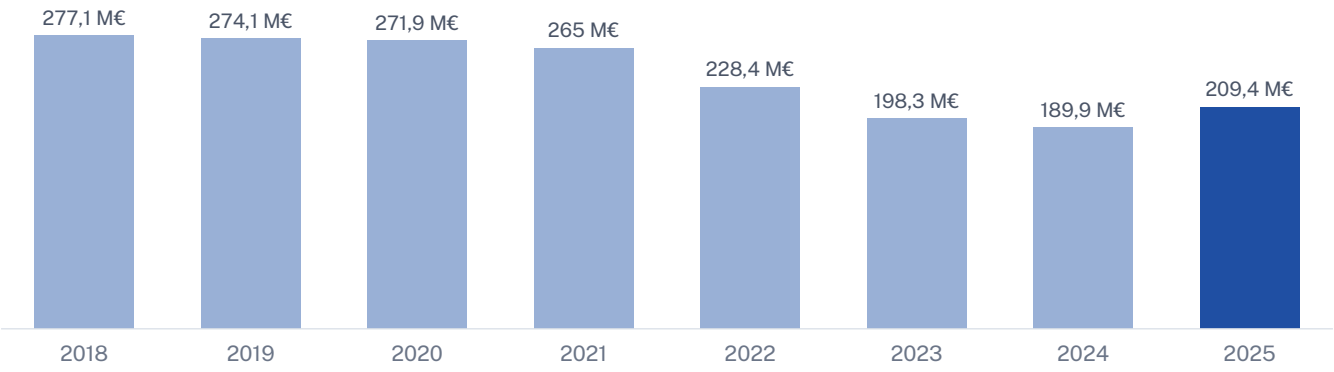
Les comptes du département en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 97 départements dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	996 €	un peu en dessous de la moitié des départements.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	26,8 %	266 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des départements.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	8 %	87 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des départements.
Est-elle endettée ?	334 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Investit-elle ?	76 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	41 €	un peu en dessous de la moitié des départements.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 277,1 M€ en 2018 à 209,4 M€ en 2025 (-24,4 %). Valeur la plus basse : 189,9 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	277,1 M€	8,6 %	5,6 ans	53,4 M€
2019	274,1 M€	12,9 %	3,6 ans	59,6 M€
2020	271,9 M€	14,3 %	3,1 ans	68,8 M€
2021	265 M€	17,4 %	2,3 ans	63,4 M€
2022	228,4 M€	15,4 %	2,2 ans	60,5 M€
2023	198,3 M€	10,9 %	2,7 ans	54,7 M€
2024	189,9 M€	7,1 %	3,9 ans	56,2 M€
2025	209,4 M€	8 %	3,8 ans	47,5 M€

La dette de toutes les collectivités du département

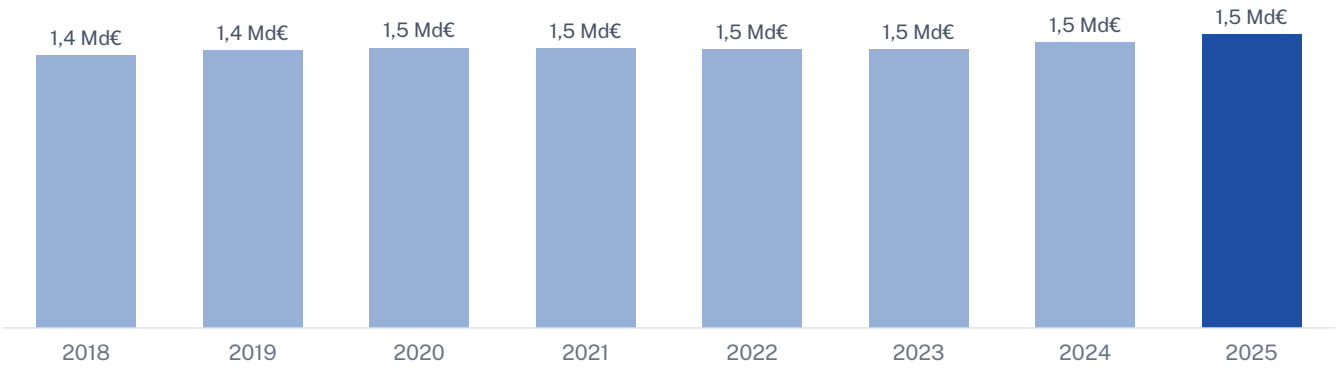
Communes, intercommunalités, département et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025 ; la dette de la région n'est pas répartie entre ses départements.

Dette fin 2025
1,5 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
2 440 €
627 182 habitants

Depuis fin 2018
+7,7 %
109,3 M€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	609,1 M€	594 M€	-2,5 %	38,8 %	947 €
Intercommunalités	439,4 M€	655 M€	+49,1 %	42,8 %	1 044 €
Départements	277,1 M€	209,4 M€	-24,4 %	13,7 %	334 €
Syndicats	95,3 M€	71,7 M€	-24,7 %	4,7 %	114 €
Total	**1,4 Md€**	**1,5 Md€**	**+7,7 %**	**100 %**	**2 440 €**

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Qui vit ici

Indicateur	Côtes-d'Armor	Comparaison
Habitants (2023)	611 859	+2,7 % depuis 2012
65 ans ou plus (2023)	27,6 %	France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,2 pour 100 habitants	
Salariés du secteur privé (2025)	135 125	+12,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	48 293	−14,5 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	105,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

235 670 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 228 510 emplois, soit 95 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,5 %	1,3 %	3,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,6 %	6,6 %	8,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,3 %	20,1 %	11,9 %
Professions intermédiaires	24,9 %	26,4 %	24,8 %
Employés	26,2 %	26,1 %	26,1 %
Ouvriers	25,4 %	19,5 %	25,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bretagne

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	30 000	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	24 710	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	21 630	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	20 630	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	19 760	1,4 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	19 500	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	19 180	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	18 280	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	17 090	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	15 850	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	15 680	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	15 340	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Côtes-d'Armor (22)) : 21 694 au moins, dont 49,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 486	40 %
Serveurs de cafés restaurants	1 274	38,4 %
Maraîchers et horticulteurs	1 163	69,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	979	18,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	803	76,7 %
Employés de libre service	732	35,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	657	73,5 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	608	50,3 %
Agents d'entretien de locaux	575	35,7 %
Employés de l'hôtellerie	514	34,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Côtes-d'Armor
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	16,8 M€ pour 13 projets
Part du coût des projets payée par l'État	26,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	95 k€ pour 1 aide

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSID	Construction de la maison du département de Loudéac	2 448 235 €
2025	DSID	Reconstruction sur site du pole restauration et locaux techniques au college PER JAKEZ HELIAS a Merdrignac	1 881 047 €
2024	DSID	Acquisition et amenagement du futur centre technique departemental	1 595 476 €
2024	DSID	Renovation energetique de la toiture du college Yves Coppens a Lannion	396 996 €
2024	DSID	Renovation energetique de la toiture du batiment Gouessant et installation de panneaux photovoltaiques en autoconsommation collective	289 718 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Communes du département	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	15,6 %	20 %
Marchés d’au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	1,3 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd’hui fermées	2,5 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.